

6 IDÉES REÇUES SUR LES COTISATIONS

Les idées reçues sur les cotisations sont souvent erronées et ne prennent pas en compte la complexité et les avantages du modèle de protection sociale français.

Les cotisations jouent un rôle crucial dans son financement. La protection sociale est globale et bénéficie à la société dans son ensemble, que ce soit pour les salariés ou pour les employeurs. Il est important de comprendre cette dynamique pour évaluer correctement l'impact et la nécessité des cotisations.

1 Les cotisations ne sont qu'une charge pour les entreprises et n'apportent aucun bénéfice

Argument : Les cotisations financent le système de protection sociale, qui comprend l'assurance maladie, l'invalidité, les retraites, les prestations familiales, etc. Pour les employeurs de main-d'œuvre, elles contribuent à la santé et au bien-être de leurs employés, ce qui améliore leur productivité et réduit l'absentéisme.

Un bon système de protection sociale est un garant de la stabilité sociale et économique dans le pays et donc un facteur de croissance pour les entreprises.

2 Les cotisations en France sont les plus élevées parmi les pays développés

Argument : Les cotisations en France peuvent apparaître élevées.

Les prélèvements obligatoires sur le travail représentaient 23,4 % du PIB en France en 2022 contre une moyenne de 20,9 % dans la zone euro.

En contrepartie, elles financent un système de protection sociale qui est très complet avec des prestations sociales plus généreuses et plus nombreuses.

Le principe de base dans le calcul des cotisations et le versement des prestations : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.

3

Les cotisations sont un frein majeur à l'embauche et augmentent le chômage

Argument : Bien que les cotisations augmentent le coût du travail, il existe des dispositifs qui facilitent le recrutement par les employeurs : les allègements de charges pour les bas salaires, les aides à l'embauche, et les dispositifs de formation.

4

Les cotisations ne profitent qu'aux salariés

Argument : Tout le monde en France bénéficie du système financé par les cotisations, notamment pour la santé et pour la retraite. Certaines cotisations peuvent bénéficier aux employeurs de main-d'œuvre et à leurs salariés. Par exemple, des actions de formations en santé sécurité au travail peuvent améliorer les compétences des salariés, préserver leur santé et éviter les accidents du travail.

5

Les cotisations sont des montants fixes, quelle que soit la taille de l'entreprise

Argument : L'Etat fixe les taux de cotisations, ce qui garantit une équité de traitement entre les entreprises. Il adapte ces taux pour prendre en compte de nombreux facteurs, tels que le secteur d'activité, la taille de l'entreprise, le niveau de revenu et les salaires.

La MSA applique ces taux ainsi que des exonérations ou réductions prévues dans le secteur agricole : exonération de charges pour les travailleurs occasionnels et les demandeurs d'emploi (TO-DE), exonération liée aux contrats d'apprentissage, exonération pour les groupements d'employeurs agricoles, exonération des charges pour l'emploi de jeunes travailleurs.

6

On peut facilement éviter de payer les cotisations en ne déclarant pas tous les salaires ou en ayant recours à des emplois non déclarés

Argument : La fraude aux cotisations sociales est sévèrement sanctionnée par des amendes, des redressements, et des poursuites pénales. L'URSSAF et la MSA effectuent des contrôles réguliers pour s'assurer de la bonne déclaration des salaires et du paiement des cotisations. Ces contrôles assurent l'équité entre les entreprises, le respect des droits des salariés et garantissent le financement du régime et la préservation d'une protection sociale solidaire.

A la MSA, les contrôles peuvent aussi générer l'ouverture de nouvelles prestations non encore demandées par les assurés.